

SORHOGECO

SOCIETE RHODANIENNE DE GESTION ET DE COMPTABILITE
SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
42 CHEMIN DU MOULIN CARRON – BAT. A1 69130 ECULLY
SAS AU CAPITAL DE 7 622.45 EUROS – SIRET 404 971 830 000 25
Tél. 04 37 65 37 57 Fax. 04 37 65 37 58 contact@sorhogeco.com

Association AFOCG du RHONE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

exercice clos le 31 juillet 2024

Association AFOCG du RHONE
80 rue de l'Energie – ZAC de la Croix Chartier – 42140 SAINT DENIS SUR COISE

Ce rapport comporte 16 pages

Association AFOCG du RHONE

Siège social : 80 rue de l'Energie – ZAC de la Croix Chartier – 42140 SAINT DENIS SUR COISE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 juillet 2024

A l'Assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **AFOCG du RHONE** relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.
Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 aout 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE L'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 12 novembre 2024


SORHOGECO
EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
42 Chemin du Moulin Carron Bât B2
69130 Ecully
Sorhogeco S.A.S.
Commissaire aux Comptes
Tél. : 04 37 65 37 57
contact@sorhogeco.com
Siret 404 971 830 00025

ANNEXE : DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ ■ ■



BILAN
COMPTABLE

Devise **EURO**
EXERCICE
Du **01/08/2023**
Au **31/07/2024**

ACTIF	BRUT	AMORT. PROV.	NET	% ACTIF	NET N-1	% ACTIF
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE						
<i>Actif immobilisé</i>						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires						
Fonds commercial						
Autres						
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	45 941	41 612	4 329	1	8 779	2
Terrains						
Constructions	520	520				
Instal. techniques, mat. et out. ind.	12 452	11 154	1 298			
Autres	32 969	29 938	3 032		8 779	
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES :	3 000		3 000	1	3 000	1
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres	3 000		3 000		3 000	
TOTAL I	48 941	41 612	7 329	2	11 779	3
<i>Actif circulant</i>						
Matières premières et autres approv.	1 695		1 695		1 646	
En-cours de productions: biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
AVANCES ET ACPTEES VERSES /COMMANDES						
CREANCES :	68 914	4 769	64 145	15	88 838	21
Créances clients et cptes rattachés	68 914	4 769	64 145		88 838	
Autres						
Capital souscrit-appelé, non versé						
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :	329 723		329 723	79	306 227	73
Actions propres						
Autres titres	329 723		329 723		306 227	
DISPONIBILITES	15 159		15 159	4	11 283	3
TOTAL II	415 491	4 769	410 722	98	407 994	97
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (III)	1 336		1 336		1 242	
CHARGES A REPARTIR S/ PLUS. EXERC. (IV)						
PRIMES DE REMB. DES OBLIGATIONS (V)						
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (VI)						
TOTAL GENERAL (I + II+ III + IV + V + VI)	465 768	46 381	419 387	100	421 015	100



BILAN COMPTABLE

Devise **EURO**
EXERCICE
Du **01/08/2023**
Au **31/07/2024**

PASSIF	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
Capitaux propres				
CAPITAL (dont versé :	344 768	82	342 600	81
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT				
ECARTS DE REEVALUATION				
RESERVES				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres				
REPORT A NOUVEAU				
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	11 004	3	2 168	1
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
TOTAL I	355 772	85	344 768	82
Provisions				
PROVISIONS POUR RISQUES				
PROVISIONS POUR CHARGES				
TOTAL II				
Dettes				
EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES				
AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES				
EMPR. ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS				
AVANCES ET ACOMPTES RECUS/COMMANDES EN COURS				
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	15 638	4	22 552	5
DETTES FISCALES ET SOCIALES	26 750	6	34 039	8
DETTES SUR IMMOS ET COMPTES RATTACHES				
AUTRES DETTES	4 347	1	5 046	1
TOTAL III	46 735	11	61 637	15
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (IV)	16 881	4	14 611	3
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	419 387	100	421 015	100

COMPTE DE RESULTAT COMPTABLE

Devise **EURO**
EXERCICE
 Du 01/08/2023
 Au 31/07/2024

PRODUITS D'EXPLOITATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Ventes de marchandises		120
Production vendue (biens et services)	500 478	442 679
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	500 478	442 799
<i>Dont à l'exportation :</i>		
Reprise sur engagements à réaliser		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	4 859	3 841
Reprises sur provisions (et amort.), transferts de charges	1 609	944
Autres produits	11	4
TOTAL I	506 957	447 589
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achat de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	2 793	3 355
Variation de stock		
Autres achats et charges externes (*)	114 630	98 562
Impôts, taxes et versements assimilés	3 674	2 948
Salaires et traitements	283 334	245 200
Charges sociales	75 425	77 767
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	7 285	7 044
Sur immobilisations: dotations aux provisions		
Sur actif circulant: dotations aux provisions	1 633	3 423
Pour risques et charges: dotations aux provisions		
Autres charges	9 244	9 436
TOTAL II	498 018	447 736
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	8 939	- 147
* Y compris		
- redevances de crédit-bail mobilier		
- redevances de crédit-bail immobilier		

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	8 939	- 147
QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN :		
Bénéfice ou perte transférée (III)		
Perte ou bénéfice transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations	308	246
D'autres valeurs mobilières et créances actifs immobilisés		
Autres intérêts et produits assimilés	3 700	2 452
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits net s/ cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL V	4 008	2 698
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes s/ cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL VI		
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)	4 008	2 698
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II +III -IV + V -VI)	12 946	2 551
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL VII		
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL VIII		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		
Participations des Salariés aux Fruits de l'Expansion (IX)		
Impôts sur les Bénéfices (X)	1 942	383
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	510 965	450 286
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	499 960	448 119
BENEFICE OU PERTE	11 004	2 168

I. FAITS MARQUANTS ET SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'entreprise présente les caractéristiques suivantes :

Total du Bilan :	419 387 €
Chiffre d'affaires :	500 478 €
Résultat :	11 004 €

L'exercice couvre la période du 01/08/2023 au 31/07/2024.

Aucun fait significatif n'est à relever.

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

A. Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence et conformément aux dispositions du Code de Commerce, du décret du 26 décembre 2016, et du plan comptable général 2016.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance de l'exercice.

La méthode de base, retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, est la méthode des coûts historiques.

B. Mode et Méthode d'évaluation

1. Immobilisations corporelles

Le Règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et publié au JO du 28 décembre 2016. A ce titre, si un ou plusieurs éléments constitutifs d'un actif ont chacun des utilisations différentes ou procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

Sur ces bases, une analyse des éléments constitutifs des biens immobilisés a été menée. Ce travail a amené à constater que les immobilisations corporelles détenues par l'entreprise ne pourraient pas être décomposées, soit du fait de leur caractère d'immobilisations complexes spécialisées correspondant à des éléments qui, bien que séparables par nature, sont techniquement liées par leur fonctionnement, soit par le caractère non significatif des composants identifiés.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des durées généralement admises suivant les durées habituelles admises par la profession.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- Constructions sur sol d'autrui	10-20-25 ans
- A.A.I. des constructions sur sol d'autrui	5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels	5 à 10 ans
- Agencement de matériel	5 à 10 ans
- AAI divers	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 - 5 ans
- Matériel de bureau informatique	3 et 5 ans
- Mobilier de bureau	5 et 10 ans

2. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement et autres immobilisations incorporelles

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est, le cas échéant, constituée pour tenir compte de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

3. Stocks et encours

- Stocks de matières premières : ils sont évalués suivant la méthode premier entré / premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu, sauf écart significatif.
- Stocks de marchandises : ils sont évalués suivant la méthode premier entré / premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu, sauf écart significatif.
- Stocks de produits fabriqués et en cours : ils sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production.

4. Créances et Dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provisions, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

III. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES ET INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

A. Capital social

A la clôture de l'exercice, le capital social est composé de (actions ou parts) entièrement libérées d'une valeur nominale, de €, chacune, soit un capital social en euros de €.

B. Provisions inscrites au bilan

Objet de la provision	Dépréciation des Titres	Dépréciation des stocks	Dépréciation des comptes clients	Pour litiges	
Argumentation de la provision			Fonction des risques de non recouvrement		
Exercice 01/08/2023 au 31/07/2024					
Début	0	0	4746	0	0
Dotations	0		1633		
Reprises	0		1609		
Fin	0	0	4769	0	0
Exercice 01/08/2022 au 31/07/2023					
Début	0	0	2267	0	0
Dotations			3423		
Reprises	0		944		
Fin	0	0	4746	0	0
Exercice 01/08/2021 au 31/07/2022					
Début	0		3657		
Dotations	0		1491		
Reprises			2881		
Fin	0	0	2267	0	0

C. Actif immobilisé et amortissements**1. Immobilisations**

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	43 106	2 835	0	45 941
Immobilisations Financières	3 000	0	0	3 000
TOTAUX	46 106	2 835	0	48 941

2. Amortissements

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	34 327	7 285	0	41 612
TOTAUX	34 327	7 285	0	41 612

D. Echéances des créances et des dettes**1. Créances**

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	3 000		3 000
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux et litigieux			
Autres créances clients	68 914	68 914	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 336	1 336	
TOTAUX	73 250	70 250	3 000

2. Dettes

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles				
Autres emprunts obligatoires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	15 638	15 638		
Personnel et comptes rattachés	11 301	11 301		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 884	12 884		
Etat – Impôts sur les bénéfices				
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	295	295		
Etat – Obligations cautionnées				
Etat – Autres impôts, taxes et assimilés	2 270	2 270		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	4 347	4 347		
Dettes représentatives de titres empruntés				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	16 880	16 880		
TOTAUX	63 615	63 615		

E. Comptes de régularisation Actif et Passif**1. Les charges à payer inscrites dans les comptes de passif sont composées de :**

- Les emprunts et dettes financières	0 €
- Fournisseurs : factures non parvenues	13 304 €
- Clients : Avoirs à établir :	0 €
- Les dettes fiscales et sociales	12 798 €

2. Les produits à recevoir inscrits dans les comptes d'actif sont composés de :

- Clients : factures à établir	200 €
- Fournisseurs : Avoirs à recevoir	0 €
- Les créances fiscales et sociales	0 €
- Autres créances	0 €

3. Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 336 €.

Elles sont principalement constituées des loyers, assurances, publicités, abonnements versés d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en charges au cours de l'exercice suivant.

4. Les produits constatés d'avance s'élèvent à 16 880 €.

Ils sont essentiellement constitués de produits perçus d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en produits au cours de l'exercice suivant.

F. Effectif moyen

L'effectif moyen au cours de l'exercice a été de 10.00 personnes dont 0.00 travailleurs handicapés et se décompose de la manière suivante :

- Ingénieurs et cadres	2
- Agents de maîtrise	7
- Employés, ouvriers et techniciens	1
- Apprentis	0

G. Ventilation du chiffre d'affaires

	31/07/2024
Chiffre d'affaires France	500 478
Chiffre d'affaires Export	0
Chiffre d'affaires total	500 478

H. Nature des produits exceptionnels et charges exceptionnelles

	31/07/2024
Produits exceptionnels de gestion	0
Produits exceptionnels en capital	0
Reprise sur provisions et transferts de charges	0
Totaux	0
Charges exceptionnelles de gestion	0
Charges exceptionnelles en capital	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0
Totaux	0

Détail des charges et produits exceptionnels

Détail produits et charges exceptionnels	Montant Charges	Montant Produits

IV. Informations relatives aux engagements et autres informations**A. Dettes garanties par sûretés réelles**

- Hypothèque *néant*
- Nantissement (gage) *néant*

B. Engagements financiers

- Avals, cautions et garanties *néant*
- Autres engagements reçus *néant*

C. Crédits baux engagements donnés

- Crédits baux immobiliers *néant*
- Crédits baux mobiliers *néant*

	Terrains	Constructions	Matériel	Autres	Total
VALEURS D'ORIGINE					
REDEVANCES PAYEES					
-cumuls exercices antérieurs					
-dotation de l'exercice					
REDEVANCES A PAYER					
-à un an au plus					
-à plus d'un an et cinq ans au plus					
-à plus de cinq ans					
VALEURS RESIDUELLES					
-à un an au plus					
-à plus d'un an et cinq ans au plus					

-à plus de cinq ans					
MONTANTS PRIS EN CHARGES DANS L'EXERCICE					

D. Engagement Retraite

L'indemnité de fin de carrière n'a pas fait l'objet d'une évaluation

E. Etat des filiales et participations

Nom	N°SIREN	Adresse	% de détention	Dernier exercice clos	Résultat

Non concerné

F. Détermination de l'impôt

	31/07/2024
RESULTAT COMPTABLE	11 004
Réintégrations	
...IS	1 942
...	
Déductions	
...	
...	
RESULTAT FISCAL	12 946
IS BRUT	1 942

G. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes relatifs à l'exercice 2024-2025 sont évalués à 3420 €.